

**Les géomètres réduits au travail du clic**

**Le ministère des Finances a supprimé 20 000 postes en quinze ans. Les progrès technologiques sont censés compenser la perte d'expertise des agents. Le récent plan pour le « foncier innovant » en est un exemple terrifiant.**

La direction générale des finances publiques (DGFIP) semble particulièrement fière de son IA, commandée à Capgemini et Google, capable de repérer les piscines non déclarées sur des photos satellites. Elle devrait même permettre de récupérer plusieurs millions d'euros en impôt foncier, selon les affirmations du directeur de l'administration, la semaine passée, dans Ouest France. Mais, dans les faits, tout n'a pas l'air de marcher comme prévu. « Une fois sur deux, la machine se trompe, elle détecte une bêche sur une pelouse, par exemple, raconte un géomètre de la DGFIP qui souhaite rester anonyme. On se rend compte aussi que cet outil ne répond pas vraiment à un besoin : dans certains départements, on n'a trouvé qu'une seule piscine fiscalisable... Le pire, c'est que demain, ils veulent utiliser cette IA pour détecter les bâtiments non déclarés. Mais là, on a à peine 5 % de bonnes réponses », se désole le fonctionnaire. Ce programme sert surtout à justifier des suppressions de postes : le fonds de transformation de l'action publique pour le développement du foncier innovant, qui finance cette IA, exigeait pour être débloqué une « économie de 300 équivalents temps plein supplémentaires ».

Le géomètre sait également que, à Madagascar, des « collègues », invisibilisés et payés moins de 100 euros mensuels, entraînent tant bien que mal cette intelligence artificielle (lire notre édition du 9 décembre 2022). « On se retrouve aussi indirectement à faire ce boulot d'entraînement lorsqu'on corrige le travail de ces travailleurs du clic, reconnaît-il. C'est quand même dingue : l'administration fiscale finance une IA pour supprimer des postes, et nous, fonctionnaires, travaillons gratuitement pour améliorer cet outil que nous vend Google. »

Bercy souhaite aussi que, à terme, une autre IA, en cours d'expérimentation, mette automatiquement à jour les plans cadastraux. Plutôt que d'aller sur le terrain, le géomètre se retrouve à choisir sur son écran, parmi six propositions, celle qui correspond le mieux à la forme de l'édifice nouvellement bâti. « L'outil n'est toujours pas capable de détecter les ombres portées, il croit que ce sont des prolongements, soupire l'agent. Certains immeubles simplement rectangulaires sont reconnus comme des polygones, et on ne peut pas le corriger. » Et tant pis pour la qualité du rendu, la précision perdue du plan, ou le savoir-faire gâché des travailleurs. Désormais, dans certains départements, les géomètres ne font plus du tout de terrain, ils ne sont affectés qu'à des missions fiscales.

Du côté des contrôleurs fiscaux, l'ambiance n'est guère meilleure. Depuis 2021, ils se sont vu imposer un quota de 50 % de programmation de vérification issu d'une liste soumise par une IA. L'agent a ainsi de moins en moins la possibilité de faire ses propres recherches en fonction de données suspectes, de moins en moins de possibilités de prendre des initiatives... Tout ce qu'il trouve de lui-même, en plus que ce qu'avait suggéré la machine, sera mis au crédit de l'intelligence artificielle. « Malgré tout cela, les contrôles imposés par les listes ne représentent que 13 % de la valeur de ce qui est recouvré. Les 87 % restants ne sont que du travail humain, mais on continue de toujours miser plus sur les intelligences artificielles, déplore Damien Robinet, secrétaire national Solidaires finances publiques. Au fond, c'est logique, les plus grosses fraudes sont les plus complexes. Ce sont celles qu'on ne peut pas modéliser algorithmiquement », explique-t-il. Avec l'arrivée des systèmes d'IA, les contrôleurs dénoncent aussi une dégradation de leurs conditions de travail, une perte de reconnaissance et d'autonomie. Pi. M.